

France

# Le Gemme veut monter en puissance

*Le Gemme (Générique, même médicament) regroupe 10 acteurs du secteur bien décidés à poursuivre leur développement sur un marché qui recèle toujours un fort potentiel de croissance.*

HUBERT OLIVIER  
PDG DU LABORATOIRE  
RATIOPHARM



Le Gemme a élaboré une plateforme de communication au cours de l'été pour sensibiliser les pouvoirs publics aux réserves d'économies que le médicament générique peut permettre de réaliser. Soit un milliard d'euros économisé en 2006, près de 3 milliards en cumulé depuis 2003, autant de ressources permettant d'élargir l'accès au médicament et de prendre en charge les médicaments innovants. Le Laboratoire Ratiopharm a réalisé en 2004, en collaboration avec le Pr Claude Le Pen (Université Paris-Dauphine), une étude prospective qui annonçait ce milliard d'euros d'économie annuelle. Un retard initial sur la progression du taux de substitution a été corrigé par la généralisation de la mesure "tiers payant contre générique", et les pharmaciens ont tenu leurs engagements. Ratiopharm et Claude Le Pen ont récidivé avec une étude portant sur la période 2007-2010, qui « va rester absolument comparable et la dynamique générique va se poursuivre au même rythme ». Plus de 60 nouvelles DCI sont concernées à l'horizon 2010, et les économies attendues sur la période pourraient s'élever à 4,6 milliards d'euros, dont 40 % liés à l'arrivée de nouveaux génériques.

## Impliquer les médecins

Pour atteindre cet objectif, une nouvelle étape "culturelle" doit être franchie, en impliquant les médecins, estime Hubert Olivier, pdg du Laboratoire Ratiopharm et vice-président du Gemme : « Les médecins ont une position de neutralité, même pas bienveillante. C'est un problème car dès qu'une molécule tombe dans le domaine public, sa part dans la classe diminue, alors qu'il n'y a pas de raison puisqu'elle ne devient pas moins utile dès lors que le brevet

est échu. C'est le phénomène d'érosion du répertoire et il n'y a pas de mécanisme dans le marché pour y remédier. Notre proposition est d'impliquer les médecins par exemple en créant un "indice de prescription" dans le répertoire qui leur permette de suivre leur taux de prescription dans le répertoire et surveiller s'il n'y a pas trop de "déperdition" ».

## Créer un second répertoire

Autre préconisation : la création d'un second répertoire pour les « équivalents thérapeutiques ». « Le champ du répertoire est très étroit, observe Hubert Olivier. Même si tous les produits substituables étaient génériques, ils ne feraient que 22 % du marché. Le statut de générique est conféré par l'AMM, et les produits dits "essentiellement similaires", qui diffèrent par la composition quantitative mais sont bioéquivalents, n'ont pas le statut de générique. Nous pensons donc qu'il faut créer un second répertoire pour ces "équivalents thérapeutiques", basé sur la notion de bioéquivalence avec le produit de référence, qui pourrait fonctionner comme le répertoire des génériques. L'Afssaps n'est pas contre et souhaite pouvoir évaluer au cas par cas le bien fondé d'une inscription ».

## Juste prix

Selon Hubert Olivier, les études montrent que le prix moyen du générique est parmi les plus bas en Europe, à 3,28 euros. « Il faut raisonner sur la totalité du répertoire et non les 20 ou 30 premières molécules, explique-t-il. Les prix sont déjà très bas et ceux des princeps ne sont pas assez élevés. N'allons pas au-delà car cela aurait des conséquences en termes de casse industrielle. » Quant aux politiques "d'obstruction" pratiquées par de nombreux laboratoires princeps vis-à-vis du générique, le pdg de ratiopharm met ces derniers en garde : « Soit l'industrie de R&D continue à s'opposer au générique comme depuis le début, soit elle admet qu'il fait partie du cycle de vie normal d'une molécule. Il y a un risque car le gouvernement veut ces économies et sait qu'il peut les obtenir. S'il voit que la concurrence ne peut pas s'exercer au sein d'une classe et que les transferts de prescription se font sans justification de santé publique vers des produits plus chers, je crains que cela n'entraîne une politique de prix de remboursement par classe thérapeutique ; ce dont personne ne veut ». A bon entendeur. ■

## Les génériqueurs en France

- 37 sites de production
- 5 208 salariés
- CA cumulé : 850 millions d'euros (2004)
- 450 millions de boîtes en 2006
- Sites de production des 10 adhérents  
Gemme : 59,3 % en France – 37,7 % en UE – 3 % hors UE
- Les membres du Gemme :  
Laboratoire ALTER, ARROW GENERIQUES, BIOGARAN, EG LABO, RANBAXY PHARMACIE GENERIQUES, Laboratoire RATIOPHARM, SANDOZ, TEVA CLASSICS/IVAX, WINTHROP MEDICAMENTS, ZYDUS France

Jocelyne Morisson